

Jacques Pelletier, *La gauche a-t-elle un avenir?*, Montréal, Nota bene, 2000, 235 p.

Jean-Pierre Couture

Number 34, 2000

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1002436ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1002436ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (print)

1923-5771 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Couture, J.-P. (2000). Review of [Jacques Pelletier, *La gauche a-t-elle un avenir?*, Montréal, Nota bene, 2000, 235 p.] *Cahiers de recherche sociologique*, (34), 184–188. <https://doi.org/10.7202/1002436ar>

aspects qui soulèvent des questions légitimes. En outre, les auteurs ont su articuler leur étude de manière à diriger l'attention du lecteur vers l'essentiel. Dans ce dossier que certains veulent opaque, leur livre doit être reçu comme un apport majeur au débat public.

Malheureusement, trop souvent, l'argumentation repose sur une présomption d'irresponsabilité de la part des gestionnaires d'Hydro-Québec qui finit par agacer. Pourquoi, forcément, ceux-ci ne sauraient-ils pas ce qu'ils font et pourquoi ils le font? N'ont-ils pas, eux, accès à une information qui devrait leur permettre de juger de l'à-propos de leurs actes? Faudrait-il alors présumer qu'il existe un programme caché qui imposerait une ligne de conduite aux administrateurs de la société d'État? Le livre expose plusieurs éléments qui sont susceptibles d'être mis à contribution dans la formulation d'une réponse à cette dernière question. Mais il manque des pièces au puzzle. L'absence d'une vue d'ensemble sur le dossier de l'énergie fait en sorte qu'il est difficile de situer les enjeux particuliers à l'hydroélectricité. En cette époque où il faut, par exemple, combattre les gaz à effet de serre et contenir les dépenses gouvernementales, l'apport d'une analyse plus étoffée sur l'exploitation du charbon, du gaz naturel, de l'énergie nucléaire et des énergies «nouvelles» serait précieux.

En attendant cette analyse, j'espère vivement que les employés d'Hydro-Québec recevront ce livre avec modestie et qu'ils accepteront de s'engager ouvertement dans un débat public de plus en plus nécessaire. Le point de vue de Gaëtan Breton et de Jean-François Blain est documenté et rigoureux. Il va convaincre. Hydro-Québec doit maintenant démontrer qu'ils sont dans l'erreur.

Yves BÉLANGER
Département de science politique
Université du Québec à Montréal

Jacques Pelletier, *La gauche a-t-elle un avenir?*, Montréal, Nota bene, 2000, 235 p.

Dans cet essai, Jacques Pelletier, professeur de littérature à l'Université du Québec à Montréal, occupe une fois de plus le terrain du

débat politique et pose des questions d'une actualité indéniable: une gauche québécoise est-elle encore possible alors que les derniers résultats électoraux attestent sa quasi-inexistence? Où en sommes-nous avec l'héritage de la Révolution tranquille à l'heure du révisionnisme? Qu'en est-il de l'intellectuel critique à l'heure du personnage médiatique et de l'ingénieur du social? Pour répondre à ces questions, qui orientent l'essentiel de la première partie du livre, l'auteur évoque diverses figures intellectuelles de notre temps — André Laurendeau, Pierre Vallières, Hermann Broch — qui, comme le souhaitait Hannah Arendt dans ses *Vies politiques*, sont susceptibles par leurs œuvres et leurs engagements d'éclairer notre temps et de devenir source d'inspiration dans les tempêtes que nous traversons. Ouvertement polémique, l'ouvrage de Pelletier s'inscrit dans une démarche qui, notamment depuis *Les habits neufs de la droite culturelle* (VLB éditeur, 1994), entend débattre à brûle-pourpoint de ce que certains considèrent comme inacceptable tout en se taisant.

Alors que la situation économique et sociale présente justifie sans doute la place de la gauche québécoise sur le terrain politique, les dernières élections témoignent néanmoins de l'absence de «traduction politique conséquente du malaise social» (p. 36) que nous connaissons. On assiste plutôt à une déformation et à une inversion de cette situation à travers l'appui donné aux «forces du *statu quo*» (p. 36) que sont les partis politiques actuellement dominants. Cet échec électoral s'expliquerait, pour Pelletier, par la tendance au gauchisme — tendance que Lénine qualifiait d'ailleurs, comme le fait l'auteur, de «maladie infantile» — qui caractérise la gauche d'ici depuis ses débuts. «Ce choix n'était pas de nature à favoriser l'implication à long terme de cette gauche sur le terrain immédiatement politique» (p. 27). Conséquence: la gauche est scindée en groupuscules qui préfèrent mener des luttes fratricides plutôt que de rejoindre la population et participer à l'action directe dans la lutte sociale, plutôt que d'occuper l'espace public. Bref, la gauche québécoise se confine, dit l'auteur, à une stérile marginalité.

À preuve, les récents débats au sein du Rassemblement pour une alternative politique (RAP) qui opposaient les tenants de la forme «mouvement» à ceux de la forme «parti», les premiers favorisant l'action directe en milieu communautaire et les seconds mettant l'action électorale au premier plan. Pelletier appartient au deuxième camp: il pense que le «choix de la forme "parti" pourrait sans doute permettre d'éviter cette vieille tentation gauchiste» (p. 31) qui risque de faire disparaître le RAP. La solution que l'auteur préconise milite en faveur d'un parti qui inclurait les avantages du mouvement *et* du cercle intellectuel: «C'est là, à mon sens, dit-il, le grand défi de la gauche québécoise depuis les débuts de la Révolution tranquille. Ce défi, elle n'a pas su le relever avec succès jusqu'à maintenant, préférant soit céder dans l'action aux sirènes

gauchistes, soit se cantonner dans un travail de réflexion, important certes, mais trop souvent sans prolongement concret dans la conjoncture» (p. 33).

Face à une gauche divisée et morcelée, Pelletier opte, en somme, pour une grande coalition qui participerait aux élections. Or n'y a-t-il pas aussi une difficulté d'ordre structurel qui fait obstacle aux nobles intentions de l'auteur? Notre mode de scrutin actuel ne nous condamne-t-il pas au bipartisme? N'est-ce pas là aussi l'enseignement que donnent les dernières élections par le truchement de la sous-représentation de l'Action démocratique du Québec? La participation au jeu électoral, dans ces conditions, peut sembler vaine, à moins que l'on ne rejoigne les rangs des vieux partis. Il semble qu'une réforme du mode de scrutin doive précéder la formation de nouvelles forces électorales. C'est là, à tout le moins, le défi structurel qui s'ajoute aux autres défis que lance Pelletier à la gauche québécoise.

Au sujet de la Révolution tranquille et de ses révisions: n'y a-t-il pas, dans la formation d'une nouvelle *doxa* historique sur cette période, des enjeux politiques et idéologiques? En vertu de quoi procède-t-on à cette réévaluation? Dans la mire de ces questions, Pelletier prend pour principale cible le pavé que Gilles Paquet, avec son ouvrage *Oublier la Révolution tranquille* (Liber, 1999), a lancé dans la mare historiographique québécoise. Contrairement aux critiques antérieures qui reprochent à la Révolution tranquille son inachèvement et son embourgeoisement, les thèses de Paquet verseraient plutôt dans la théodicée néolibérale qui voit dans la Révolution tranquille un «anti-modèle» (p. 49) et qui propose une «nouvelle socialité» qui renouerait positivement avec la société libérale duplessiste. Ce duplessisme revisité serait autorisé par l'analyse de Gilles Bourque, Jules Duchastel et Jacques Beauchemin (*La société libérale duplessiste*, Presses de l'Université de Montréal, 1994) qui, malgré sa rigueur méthodologique, se prête, selon Pelletier, à une récupération politique accommodant ici la «visée néo-conservatrice, sinon carrément réactionnaire» (p. 53) de Paquet.

Contre les révisionnistes qui la déprécient, Pelletier prend le parti de la Révolution tranquille et de son héritage. Il ne s'agit pas pour lui de défendre un mythe ou de vénérer une relique, c'est plutôt «défendre une certaine conception de la société et de l'État, c'est [aussi] assumer un héritage avec la volonté de le dépasser et de l'élargir à l'avantage du plus grand nombre contre ceux qui entendent le dilapider pour assurer leur domination de groupe et de classe» (p. 71).

Bien qu'il puisse être profondément malhonnête de ne pas saluer les conquêtes démocratiques et économiques que la collectivité québécoise

a faites au travers de ses institutions et de ses lois durant cette période, il faut questionner ici ce qui reste impensé chez Pelletier. Cet impensé a trait au fait que la Révolution tranquille a peut-être davantage profité à la bourgeoisie québécoise montante et à la couche technocratique présidant à l'élargissement du rôle de l'État. Bien sûr, Pelletier prend garde de faire l'éloge aveugle de la Révolution tranquille. Il formule plutôt une critique, mais dans une perspective de continuation du projet et de son extension. Or, dans son analyse sous-jacente de la disparition de l'intellectuel critique et de la professionnalisation de l'université, cet impensé refait surface et laisse le lecteur perplexe.

Ainsi, lorsqu'il traite de la «courbe descendante» (p. 85) du rôle et du charisme de l'intellectuel québécois, Pelletier ne propose pour unique explication que la déception et la désillusion qu'a entraînées la défaite référendaire de 1980. Après cet échec démobilisateur, les intellectuels se sont repliés sur eux-mêmes et leur «carrière». Or la disparition de l'intellectuel critique ne pourrait-elle pas plutôt être mise en rapport avec le fait que celui-ci a pu obtenir des privilèges grâce à ses luttes? La jouissance de ces privilèges n'expliquerait-elle pas mieux cette disparition que le recours au psychologisme de la «déception» et de la «désillusion»? Il semble que Pelletier, en intellectuel *de gauche*, échoue à rendre compte de la situation sous un angle *matérialiste*. Même chose lorsqu'il est question de la rentabilisation et de l'«économisation» du travail universitaire: Pelletier, idéaliste, valorise la «recherche "pure" d'une vérité sans attaches» et souhaite que les sages intellectuels soient «valorisés justement pour cette sagesse» (p. 101). Or, même si le naufrage de l'université et la dépréciation générale des humanités doivent être véhémentement combattus, peut-on négliger le fait que l'université est un lieu de luttes et que même le plus pur des théoriciens n'en finit pas moins par défendre ses intérêts? Ne serait-ce pas là ce qui empêche de «s'opposer à la logique fonctionnaliste et utilitariste» (p. 103), ce qui obnubile chacun alors que le bateau coule? Bref, l'analyse de la situation n'exige-t-elle pas de quitter le mode idéaliste stérile et de prendre en compte l'espace de luttes dans lequel ces problèmes s'inscrivent? On éviterait alors de parler de l'intellectuel universitaire comme s'il n'appartenait pas, lui non plus, à un groupe qui défend ses intérêts.

Soulignons, pour finir, que les habitudes polémiques de Pelletier font de lui un penseur qui aime la controverse et qui la provoque. Il n'est dès lors pas surprenant que ses analyses prêtent tant le flanc à la critique. Alors que beaucoup se taisent quand les «enjeux sont complexes» (ce qui sert d'euphémisme pour dire «qu'il faut donc se taire»), l'essai de Pelletier a tout de même le mérite d'offrir l'amorce d'un débat qui doit maintenant s'engager.

Jean-Pierre COUTURE
Étudiant à la maîtrise en science politique
Université du Québec à Montréal

Mathieu Beauregard, *La folie de Valery Fabrikant, une analyse sociologique*, Montréal, L'Harmattan, 1999, 143 p.

Mathieu Beauregard poursuit des études de droit à l'Université McGill après avoir obtenu une maîtrise en sociologie de l'Université du Québec à Montréal. Son mémoire de maîtrise vient d'être publié chez L'Harmattan, dans la collection «Psycho-Logiques», sous le titre de *La folie de Valery Fabrikant, une analyse sociologique*. À partir d'un fait divers particulièrement sordide — l'assassinat par un professeur d'université de quatre de ses collègues —, Beauregard s'emploie à de décrire la structure et le fonctionnement de la société contemporaine. Mais, comme il le mentionne dans l'introduction de son étude: «L'analyse sociologique ne se substituera pas et ne contredira pas le diagnostic [*sic*] psychologique de paranoïa, pas plus qu'elle ne remettra en question le fait que ces traits de personnalité peuvent expliquer la violence à laquelle s'est livré Fabrikant. Il s'agira seulement de revoir la catégorie de la folie sous l'éclairage de la théorie sociologique» (p. 14).

S'inspirant des travaux de Michel Freitag, Sigmund Freud, Charles Taylor, Niklas Luhmann et Georges Herbert Mead, Beauregard décrit d'abord les modes de reproduction de la société. Schématiquement, on peut dire que nous sommes passés de l'Ancien Régime à la période moderne, puis postmoderne, dominés successivement par la noblesse, la bourgeoisie et la technocratie. Le «principe d'obéissance» ou la contrainte idéologique justifiant ces trois formes de pouvoir est respectivement le divin, la rationalité et l'utilité. Et chaque individu interprète à sa façon cette contrainte idéologique pour justifier ou contester sa position de dominant ou de dominé dans la société. Cependant, le malaise de notre société postmoderne vient de ce que le principe d'utilité